

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse en Israëliëse godsdienst der schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap, zoals het werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het kleuter- en lager onderwijs, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het besluit van de Executieve van 8 december 1989 betreffende de benaming van de onderwijsinrichtingen, door de Franse Gemeenschap georganiseerd;

Gelet op de beraadslaging van 30 juni 1997 van de Gemeenteraad van Dour waarbij de overeenkomst betreffende de overneming op 1 september 1997 van de afdeling lager onderwijs verbonden aan het koninklijk atheneum van Dour wordt goedgekeurd;

Gelet op het advies van 13 juni 1997 van de plaatselijke paritaire commissie betreffende de overneming van de afdeling lager onderwijs verbonden aan het koninklijk atheneum van Dour;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 augustus 1998;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 1 september 1997 van het Sectorcomité IX en het Comité van de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten - Sectie II;

Overwegende dat de ouders die wonen te Dour en die voor hun kinderen een niet-confessioneel onderwijs wensen, een school naar hun keuze op redelijke afstand moeten kunnen vinden,

Besluit :

Artikel 1. De afdeling lager onderwijs verbonden aan het koninklijk atheneum te Dour wordt afgeschaft.

Art. 2. Een betrekking van directeur van een verbonden afdeling lager onderwijs wordt afgeschaft.

Art. 3. Het pedagogisch geheel dat de afdeling lager onderwijs van het koninklijk atheneum te Dour vormt, wordt aan de gemeente Dour afgestaan.

De afstand wordt verwezenlijkt overeenkomstig de bepalingen vervat in de beraadslaging van 30 juni 1997 van de Gemeenteraad van DOUR alsook deze die voorkomen in de overeenkomst gesloten op 31 december 1997 tussen de betrokken inrichtende machten.

Art. 4. De vast benoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel wier namen in artikel 4 van de overeenkomst vermeld zijn, bekomen op de datum van de overneming het statuut van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Art. 5. De gebouwen vermeld in de overeenkomst onder artikel 9 worden vanaf 1 september 1997 gratis en tot wederopzeggens onder de voorwaarden bepaald door bedoelde overeenkomst ter beschikking van de gemeente Dour gesteld.

Art. 6. Het meubilair, de uitrusting en het didactische materieel worden zonder tegenprestatie ter beschikking van de gemeente Dour gesteld.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Brussel, 21 oktober 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs,

Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1273

[S - C - 99/29069]

4 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française appliquant, dans l'enseignement libre subventionné non confessionnel, l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 11 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 25, § 3, alinéa 2;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enseignement fondamental dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à tous les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel ainsi qu'aux membres de leur personnel soumis au décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Art. 2. Il est créé, dans chaque entité visée à l'article 10 du décret du 14 mars 1995, un organe paritaire de concertation d'entité dont les modalités de fonctionnement sont fixées ci-après.

Art. 3. § 1^{er}. L'organe paritaire de concertation, comprenant au maximum dix membres, est composé d'au moins un représentant par pouvoir organisateur concerné et d'au moins un représentant par organisation syndicale présente dans l'entité, avec voix délibérative, ainsi que des directeurs des établissements de l'entité concernée, avec voix consultative.

Si une école compte plusieurs implantations à comptage séparé, chaque implantation est à considérer, dans le cadre de l'application du présent arrêté, comme une école.

Le(s) membre(s) du personnel éventuellement chargé(s) de l'aide à la gestion administrative et pédagogique participe(nt), en qualité d'expert(s), avec voix consultative, aux réunions de l'organe de concertation.

§ 2. L'organe de concertation est présidé par un représentant des pouvoirs organisateurs désigné, en son sein, par la délégation des pouvoirs organisateurs.

Le secrétariat de l'organe de concertation peut être confié à l'un des directeurs membre du conseil ou à l'un des membres du personnel éventuellement chargé de l'aide à la gestion administrative et pédagogique.

§ 3. L'organe de concertation présente une fois l'an un rapport d'activité devant l'assemblée générale de concertation visée à l'article 4 afin de l'informer.

Art. 4. L'assemblée générale de concertation comprend l'ensemble des pouvoirs organisateurs, des directeurs et des délégués syndicaux de l'entité. Elle est présidée par le Président de l'organe de concertation.

Art. 5. Les représentants des pouvoirs organisateurs au sein de l'organe de concertation sont désignés en son sein par le conseil d'entité pour la durée qu'il détermine. La qualité de membre du personnel de l'enseignement fondamental d'un pouvoir organisateur de l'entité est incompatible avec celle de représentant des pouvoirs organisateurs de l'entité au sein de l'organe de concertation, sauf dérogation accordée par le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel.

Art. 6. § 1^{er}. Au sein de chaque établissement scolaire, un représentant du personnel est désigné par l'organisation syndicale majoritaire parmi les représentants au sein du Conseil d'entreprise ou, à défaut, au Comité pour la protection du travail ou, à défaut, dans les instances de concertation locales ou, à défaut, dans la délégation syndicale appartenant au seul niveau concerné. Il siège à l'assemblée générale prévue à l'article 4 du présent arrêté.

L'organisation syndicale majoritaire est l'organisation qui a obtenu le plus de suffrages lors de la dernière élection organisée pour les instances visées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

En cas de contestation, le Président de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel est compétent.

§ 2. Les mandats visés à l'article 3 sont répartis proportionnellement entre les organisations syndicales en fonction des résultats des élections sociales ou, à défaut, par accord entre lesdites organisations. En cas de conflit, l'arbitrage sera assuré par le Président de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel.

Chaque organisation syndicale peut retirer l'accréditation conférée à ses représentants dans le courant de l'exercice du mandat.

§ 3. La composition de la délégation des représentants du personnel est revue à l'issue de chaque nouvelle élection organisée par les instances visées au § 2, alinéa 1^{er}.

Art. 7. Font l'objet d'une concertation :

1° l'utilisation des reliquats des capitaux-périodes gérés par le conseil d'entité, conformément à l'article 34 du décret et des mi-temps, conformément à son article 46;

2° la fixation éventuelle de critères généraux d'engagement dans la fonction d'aide à la gestion administrative ou pédagogique.

Toute proposition fait l'objet d'un débat en vue d'arriver à un consensus.

Est adoptée toute proposition réunissant la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel. Si cette double majorité n'est pas atteinte, les représentants des pouvoirs organisateurs décident selon les modalités définies par le conseil d'entité.

Si les représentants des pouvoirs organisateurs décident à l'encontre de l'avis émis par les représentants du personnel à la majorité des deux tiers, ils en communiquent les motifs par écrit à la représentation du personnel.

Art. 8. Sont prises à la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel :

1° la décision de consacrer à une aide à la gestion administrative ou pédagogique plus de 1 % (arrondi le cas échéant à la demi-charge supérieure) des capitaux-périodes maternel et primaire de l'entité (exprimés en équivalent temps plein), sauf lorsque le pourcent est inférieur à un équivalent temps plein, auquel cas la décision, à concurrence d'un équivalent temps plein, est prise conformément à l'article 8;

2° les modalités et formes de concertation pédagogique prévues aux articles 24 et 25 du décret.

Art. 9. L'organe de concertation se réunit régulièrement à l'initiative du Président ou à la demande de deux tiers au moins des représentants des pouvoirs organisateurs ou du personnel ou des directeurs.

Art. 10. Le Ministre ayant l'enseignement fondamental dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1273

[S - C - 99/29069]

4 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toepassing, in het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 11 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen;

Gelet op het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 25, § 3, lid 2;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 1998 over de aanvraag om advies, te verlenen door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 december 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het basisonderwijs behoort,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op al de inrichtende machten van de schoolinrichtingen die onder de bevoegdheid van de Paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs ressorteren alsook op hun personeelsleden onderworpen aan het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Art. 2. Er wordt binnen elke eenheid bedoeld bij artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995, een paritair eenheidsoverlegorgaan opgericht waarvan de nadere werkingsregels hierna bepaald worden.

Art. 3. § 1. Het paritaire overlegorgaan, samengesteld uit maximum tien leden, bestaat minstens uit één vertegenwoordiger per betrokken inrichtende macht en uit minstens één stemgerechtigde vertegenwoordiger van elke vakorganisatie die aanwezig is in de eenheid, alsook uit de directeurs van de inrichtingen van de betrokken eenheid, met raadgevende stem.

Indien er voor een school meerdere vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling bestaan, wordt iedere vestigingsplaats, in het kader van de toepassing van dit besluit, als een school beschouwd.

Het (de) personeelslid (-leden) eventueel belast met de hulpverlening aan het bestuurs- en pedagogisch beheer neemt (nemen), als deskundige, deel aan de vergaderingen van het overlegorgaan.

§ 2. Het overlegorgaan wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de inrichtende machten in zijn eigen midden aangesteld door de afvaardiging van de inrichtende machten.

Het secretariaat van het overlegorgaan kan toevertrouwd worden aan een van de directeurs die lid zijn van de raad of aan een personeelslid dat belast is met de hulpverlening aan het bestuurs- en pedagogisch beheer.

§ 3. Om het jaar legt het overlegorgaan de algemene vergadering bedoeld bij artikel 4, ter informatie, een activiteitenverslag voor.

Art. 4. De algemene overlegvergadering wordt samengesteld uit het geheel van de inrichtende machten, directeurs en syndicale afgevaardigden van de eenheid. Ze wordt voorgezeten door de Voorzitter van het overlegorgaan.

Art. 5. De vertegenwoordigers van de inrichtende machten binnen het overlegorgaan worden in zijn midden aangewezen door de eenheidsraad voor een door hem te bepalen periode. De hoedanigheid van personeelslid van het basisonderwijs van een inrichtende macht van de eenheid is onverenigbaar met deze van vertegenwoordiger van de inrichtende machten van de eenheid binnen het overlegorgaan, behoudens afwijking toegekend door de Regering van de Franse Gemeenschap, op de voordracht van de Paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs.

Art. 6. § 1. Binnen elke schoolinrichting, wordt een vertegenwoordiger van het personeel aangewezen door de vakorganisatie die de meerderheid geniet onder de vertegenwoordigers binnen de Ondernemingsraad of, bij gebreke daaraan, binnen het Comité voor Arbeidsbescherming of, bij gebreke daaraan, in de plaatselijke instanties voor overleg of, bij gebreke daaraan, binnen de syndicale afvaardiging die enkel tot het betrokken niveau behoort. Hij heeft zitting in de algemene vergadering bedoeld bij artikel 4 van dit besluit.

De vakorganisatie die de meerderheid geniet, is de organisatie die meer stemmen heeft gekregen tijdens de laatste verkiezing ingericht door de instanties bedoeld bij lid 1 van deze paragraaf.

In geval van betwisting, is de Voorzitter van de Paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs bevoegd.

§ 2. De mandaten bedoeld bij artikel 3 worden evenredig verdeeld over de vakorganisaties en op grond van de uitslag van de sociale verkiezingen of, bij gebreke daaraan, via een overeenkomst tussen genoemde organisaties. In geval van betwisting, zal het geschil beslecht worden door de Voorzitter van de Paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs.

Iedere vakorganisatie kan de erkenning intrekken van één van haar vertegenwoordigers gedurende de uitoefening van het mandaat.

§ 3. De samenstelling van de afvaardiging van de vertegenwoordigers van het personeel wordt na iedere nieuwe verkiezing ingericht door de instanties bedoeld bij § 2, lid 1, herzien.

Art. 7. Geven aanleiding tot een overleg :

1° de aanwending van de overschotten van het lestijdenpakket beheerd door de eenheidsraad, overeenkomstig artikel 34 van het decreet en van de halftijdse betrekkingen, overeenkomstig artikel 46;

2° de mogelijke vaststelling van algemene criteria voor de werving in het ambt van hulpverlening aan het bestuurs- en pedagogisch beheer.

Ieder voorstel geeft aanleiding tot een debat om een consensus te bereiken.

Aangenomen wordt ieder voorstel dat een tweederde meerderheid geniet én binnen de vertegenwoordigers van de inrichtende machten én binnen de vertegenwoordigers van het personeel. Wordt deze dubbele meerderheid niet bereikt, dan beslissen de vertegenwoordigers van de inrichtende machten volgens door de eenheidsraad nader te bepalen regels.

Indien al de vertegenwoordigers van de inrichtende machten een beslissing nemen die indruist tegen het met tweederde meerderheid van het personeel uitgebrachte advies, dienen ze de redenen ervan schriftelijk mede te delen aan de vertegenwoordiging van het personeel.

Art. 8. Genomen worden met een tweederde meerderheid en binnen de vertegenwoordigers van de inrichtende machten en binnen de vertegenwoordigers van het personeel :

1° de beslissing meer dan 1 % (desgevallend afgerond naar de hogere halve opdracht) van het lestijdenpakket voor het basis- en lager onderwijs van de eenheid (uitgedrukt als voltijds equivalent) te besteden aan een hulp aan het bestuurs- en pedagogisch beheer, behalve als het percent lager is dan een voltijds equivalent, waarbij de beslissing, ten belope van een voltijds equivalent, overeenkomstig artikel 8 wordt genomen;

2° de nadere regels voor en de vormen van pedagogisch overleg bedoeld bij de artikelen 24 en 25 van het decreet.

Art. 9. Het overlegorgaan vergadert regelmatig op initiatief van de Voorzitter of op aanvraag van minstens twee derde van de vertegenwoordigers van de inrichtende machten of van het personeel of van de directeurs.

Art. 10. De Minister, tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 januari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1274

[99/29130]

3 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française appliquant l'article 11 du décret du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la Gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les Bâtiments scolaires, l'Enseignement et la Promotion de la Santé

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment son article 74;

Vu l'article 11 du décret du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 15 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 janvier 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Administration transmet à chaque organe de représentation et de coordination visé à l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les données suivantes pour les établissements d'enseignement maternel, primaire, secondaire, ordinaire et spécial, de plein exercice et à horaire réduit, organisés par les Pouvoirs publics ou privé que l'organe fédère :

1° les populations scolaires par écoles, niveaux d'enseignement, années d'études et, s'il échet, formes, degrés et types;

2° la répartition des élèves selon les options;

3° la liste, selon le cas par école ou par pouvoir organisateur, des charges horaires du personnel subventionné, par fonction, avec indication du statut;

4° les subventions de fonctionnement et d'équipement versées.

Ces données sont fournies, dès qu'elles sont disponibles, sous forme de fichiers informatiques ou, à défaut, sur support papier.

Art. 2. Les données fournies ne peuvent servir qu'à la mise en œuvre de l'article 74 du même décret, complété par l'article 11 du décret du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire.

Art. 3. La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 février 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX